

# La diaspora burundaise pour les élections transparentes et démocratiques, et pour la reconstruction et le développement du Burundi

Juin-Juillet 2010

Termes de référence



Projet de mission d'observation électorale de la diaspora burundaise en juin-juillet 2010

## 1. Introduction

Les élections communales, législatives et présidentielles au Burundi, prévues en juin-juillet 2010 marqueront une étape importante dans l'évolution démocratique du pays. C'est la première fois que des élections multipartites aux trois niveaux mentionnés auront lieu à la fin d'une législation qui se terminera normalement après les 5 ans prévus par la constitution. Vu les turbulences observées dans le passé en rapport avec la tenue d'élections, certains observateurs lancent des avertissements quant aux risques de dérapage. Mais le peuple burundais aspire à la paix, et est résolument prêt à consolider la démocratie en se dotant des leaders nationaux et communaux qu'il faut.

La diaspora burundaise, dont les membres ont généralement passé entre 10 et 37 ans en dehors de leur pays, reste généralement fort attachée à leur pays de naissance, pour plusieurs raisons, les liens avec la famille élargie étant probablement la raison la plus forte. La grande majorité d'entre eux est animée par un esprit constructif et engagé pour un meilleur avenir du Burundi, et récemment des tentatives de rapprochement entre membres de la diaspora éparpillée sur plusieurs continents ont été initiées à la recherche d'une réelle synergie en appui au développement de la mère-patrie.

Ainsi a eu lieu à Stavanger, Norvège, la première [Conférence internationale de la diaspora burundaise](#), du 26 au 28 juin 2009. Dans son allocution lors des cérémonies d'ouverture de la conférence, le représentant du Ministère des relations Extérieures du Royaume de Norvège a félicité les Burundais de la diaspora pour leurs actions positives en faveur de la reconstruction du Burundi. Parmi les recommandations, les participants ont demandé d'être associés à la préparation des élections de juin 2010, pas seulement comme de simples électeurs mais aussi comme observateurs. Leur présence au pays en cette période cruciale en même temps témoignera de leur foi dans l'avenir du pays et contribuera à créer un climat de confiance et de sécurité. Pour valoriser davantage l'investissement, les observateurs viennent, en tant qu'émissaires de la diaspora, rencontrer les responsables des ministères techniques et de la société civile pour mener une réflexion conjointe sur la future contribution de la diaspora burundaise à la reconstruction et au développement du pays, dès que les nouvelles institutions auront été mises en place.

Le présent document expose les termes de référence du projet de la **mission d'observation électorale par la diaspora burundaise (MODIABU)**, combinée avec une mission exploratoire sur le rôle de la diaspora dans le développement du pays. Il s'adresse au Gouvernement du Burundi, à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) chargée d'organiser les élections et aux bailleurs de fonds susceptibles de soutenir l'action de la diaspora burundaise.

## 2. Objectifs

1. Appuyer le processus électoral au Burundi
2. Contribuer à l'observation des élections à l'intérieur du pays et à la rédaction d'un rapport d'observation équilibré et représentatif
3. Témoigner du déroulement des élections à l'extérieur
4. Appuyer le gouvernement et le parlement élu dans la réalisation des objectifs de développement à partir de 2010

### **3. Caractéristiques principales de la mission d'observation**

#### **3.1. Les observateurs de la diaspora sont non-partisans**

Les partis politiques qui participent aux élections ont le droit et le devoir de mobiliser leurs propres observateurs et d'y engager les moyens requis. Il n'appartient pas à la mission d'observation de la diaspora d'y contribuer. Les critères de participation à la présente mission exigent de la part des candidats-observateurs une attitude politiquement strictement neutre.

#### **3.2. La mission d'observation de la diaspora s'inscrit dans une approche commune**

En vue d'une complémentarité optimale entre les différentes missions d'observation tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays, la diaspora burundaise s'insère dans une approche et une planification communes avec la CENI, la société civile burundaise et les autres missions d'observation.

#### **3.3. La mission d'observation de la diaspora invite les pays partenaires à rajouter des observateurs à leur mission** : les observateurs de la diaspora sont prêts à fonctionner en tandem avec des observateurs sélectionnés par les pays partenaires. Ainsi ils peuvent leur servir de guides et d'interprètes

#### **3.4. Les observateurs contribuent aux frais de la mission**

Pour permettre de valoriser tout appui financier externe de façon optimale et permettre au plus grand nombre de participer, les observateurs s'engagent à porter eux-mêmes les frais de séjour et de logement tout au long de leur séjour au Burundi. Un appui externe est recherché uniquement pour le voyage aller-retour à Bujumbura, et pour les déplacements à l'intérieur du pays et un per diem modeste les jours des élections. Cette contribution propre des observateurs réduit le financement recherché par observateur tout en réduisant le coût externe de la mission. En même temps, cette contribution est gage de la motivation profonde des candidats à participer à la MODIABU.

#### **3.5. Les observateurs sont formés et briefés au début de leur mission**

Tous les membres de la mission d'observation de la diaspora burundaise, y compris ceux qui auraient déjà une expérience concrète en matière d'observation électorale, participeront à une formation et briefing préalables, organisés dans le cadre du présent projet, et assurés par des experts de la CENI, de la société civile burundaise et d'experts externe (par exemple ceux de la CEDEAO ou de l'Union africaine).

#### **3.6. Les observateurs s'engagent également pour le développement du pays**

Les participants à la MODIABU ne limitent pas leur engagement à cette mission d'observation. Ils valoriseront également leur séjour au Burundi en vue d'identifier, en concertation avec le ministère en charge de la diaspora, les ministères techniques, la société civile nationale, les éléments prioritaires du futur plan d'action de la diaspora burundaise, greffé sur le plan de développement du pays.

#### **3.7. La mission d'observation sera réalisée en partenariat étroit avec la CENI, la société civile nationale et les pays partenaires.** Dès le début du projet, et tout au long de sa mise en œuvre, y compris la formation préalable, ces partenaires seront impliqués dans le projet.

#### 4. Sélection des observateurs de la diaspora

Les participants à la mission d'observation électorale de la diaspora seront sélectionnés judicieusement par un panel de sélection indépendant, composé des personnes suivantes:

- un expert en observation électorale en Afrique
- Trois membres de la diaspora burundaise désignés par le comité de suivi de la Conférence internationale de la diaspora, en charge du projet de mission d'observation électorale
- un représentant du bailleur de fonds peut se rajouter à ce panel, si tel est le souhait

Chaque candidat observateur introduira un dossier à partir d'un formulaire préétabli (voir annexe 1).

Les candidats qui répondent à tous les 6 premiers critères seront présélectionnés. Ensuite, un ordre de priorité sera fixé en donnant un score aux critères 7 à 9.

Au cas où le nombre de candidats dépasse le nombre de places prévues dans la mission, le rang des scores sera déterminant pour le choix final.

Les critères de sélection sont les suivants :

1. faire partie de la diaspora burundaise
2. être politiquement neutre
3. disposer d'un statut et de papiers qui permettent de voyager au Burundi
4. démontrer un engagement concret pour le Burundi
5. accepter de payer soi-même les frais de séjour
6. s'engager à participer à la formation préalable
7. être prêt(e) à participer à la recherche de fonds pour les frais de voyage
8. une expérience antérieure en matière d'observation électorale est un plus
9. une expérience antérieure en matière d'appui à des initiatives de développement et de reconstruction au Burundi

La MODIABU envisage une composition de son équipe d'observateurs de 50% d'hommes et de femmes. Par conséquent, le rang sera établi séparément dans le groupe d'hommes et de femmes. Au cas où le nombre de candidats valables d'un des deux sexes ne permet pas cette répartition égale, le sexe minoritaire doit obligatoirement être représenté par au moins 30% du nombre total d'observateurs.

Tout candidat sélectionné sera invité à signer préalablement **une lettre d'engagement** conforme aux présents termes de référence, détaillant notamment sa contribution propre, le code de conduite, le respect du règlement intérieur et le résultat attendu de sa participation.

## 5. Nombre d'observateurs de la diaspora

Il est important de répartir les observateurs sur l'ensemble du territoire burundais. Pour ce faire, le présent projet se base sur la répartition de la population dans les 17 provinces du pays. Les chiffres utilisés datent de 1999 (derniers chiffres disponibles). En termes absolus, la population actuelle est certes plus importante (estimée à 8,5 millions de gens pour l'ensemble du pays), mais c'est la distribution relative qui compte pour planifier la répartition des observateurs. Cette approche se base donc sur l'hypothèse que la distribution relative de la population de 1999 est comparable à celle d'aujourd'hui, à l'exception toutefois de celle de la capitale. Pour compenser la fuite urbaine qui a dû avoir lieu au cours de la dernière décennie, le nombre d'observateurs à Bujumbura Mairie est doublé.

Pour chaque tranche entamée de 200.000 habitants (chiffres de 1999), un observateur est alloué, ce qui donne le résultat suivant :

Province	Population en 1999	Nombre d'observateurs
1. Gitega	628.872	4
2. Ngozi	601.382	4
3. Kirundo	502.171	3
4. Muyinga	485.347	3
5. Kayanza	458.815	3
6. Bururi	437.931	3
7. Bujumbura Rural	436.896	3
8. Cibitoke	385.438	2
9. Karuzi	384.187	2
10. Makamba	357.492	2
11. Bujumbura Mairie	319.098	2 + 2
12. Ruyigi	304.567	2
13. Bubanza	289.060	2
14. Muramvya	252.833	2
15. Rutana	244.939	2
16. Mwaro	229.013	2
17. Cankuzo	172.477	1
<b>TOTAL</b>	<b>6.490.518</b>	<b>44</b>

Ce nombre d'observateurs est le nombre optimal. Au cas où le nombre d'observateurs candidats ou sélectionnés reste en-dessous de 44, leur répartition tiendra compte dans la mesure du possible de cette répartition optimale.

## 6. Calendrier des activités

Novembre 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consultation sur les termes de référence de la MODIABU</li> <li>- Concertation avec la CENI et la société civile burundaise</li> <li>- Premiers sondages pour la recherche de fonds</li> </ul>
Décembre 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Affichage des critères de sélection</li> <li>- Appel aux candidats</li> <li>- Plaidoyer auprès des pays partenaires pour le financement de la MODIABU</li> </ul>
Janvier 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sélection des observateurs</li> <li>- Concertation avec la CENI et les OSC burundaises concernant l'insertion des membres de la MODIABU</li> </ul>
Février-Mai 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finalisation du plan d'insertion avec la CENI et les OSC</li> <li>- Contacts avec la Direction Diaspora au Ministère des Affaires étrangères, les ministères techniques et la société civile en vue d'organiser une réunion conjointe immédiatement après les élections sur le rôle potentiel de la diaspora dans la reconstruction et le développement du Burundi : fixation de l'ordre du jour et répartition des tâches pour le travail préparatoire.</li> <li>- Mission préparatoire au Burundi de la coordination du projet pour s'assurer de la bonne intégration de la mission dans le programme d'observation global, et de la disponibilité des autorités et des OSC</li> </ul>
Juin 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Départ au Burundi des observateurs</li> <li>- Formation des observateurs à Bujumbura</li> </ul>
Juillet 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Observation du premier tour des élections présidentielles</li> <li>- Observation du deuxième tour des élections présidentielles (s'il y a lieu)</li> <li>- Observation des élections législatives</li> <li>- Intégration des observations dans le rapport conjoint avec les autres observateurs indépendants</li> <li>- Présentation d'un rapport spécifique de la diaspora burundaise aux médias nationaux et étrangers</li> <li>- Rencontre entre observateurs des élections et les acteurs de développement nationaux en vue de l'élaboration d'un éventuel plan d'action de la diaspora pour le développement du Burundi à partir des priorités du Gouvernement</li> </ul>

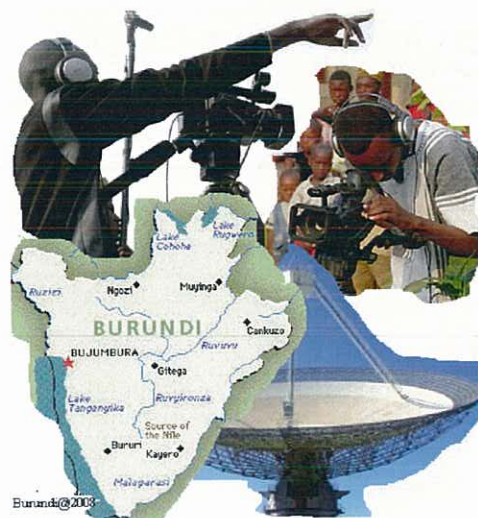
Août 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation du rapport d'observation sur le site de la diaspora, et à tous les membres de la diaspora burundaise, en guise de restitution.</li> <li>- Rapport narratif et financier pour le(s) bailleur(s) de fonds</li> <li>- Remise des pièces justificatives</li> </ul>
Septembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Planification de la diaspora pour la reconstruction et le développement du Burundi, à la deuxième Conférence Internationale de la Diaspora Burundaise, (dates et lieux à préciser).</li> <li>- Intégration des éléments recueillis par la MODIABU dans le plan d'action de la diaspora burundaise</li> </ul>

## 7. Médiatisation

Les responsables de la MODIABU s'engagent à communiquer clairement la provenance des moyens financiers contribués par les bailleurs de fonds lors de tous leurs contacts médiatiques.

Avant, pendant et après la mission, la coordination prendra contact avec les médias nationaux et internationaux pour les informer de l'existence de la MODIABU, du déroulement de la mission, des conclusions, et du suivi y donné.

Avant la mission, les participants à la MODIABU suggéreront aux journalistes du journal télévisé de leurs pays d'accueil respectifs d'envoyer une équipe au Burundi pour faire un reportage sur le déroulement de la mission, sous forme d'un « human interest story », tout en donnant un compte-rendu des élections même. Cette initiative attirera certes l'attention de l'opinion publique internationale par une approche positive. Les frais d'un tel reportage ne sont pas inclus dans le budget de la mission, et sont de l'entière responsabilité des chaînes de télévision concernées.



## 8. Budget

	Poste budgétaire	unité	nombre	coût unitaire	coût total	sous-total	%	
1.	<b>Frais de préparation de la MODIABU</b>					5.500	6%	
1.1.	Communication avec le Burundi	mois	10	100	1.000			
1.2.	Billets d'avion coordination	billet	2	1.200	2.400			
1.3.	Frais de séjour hôtel + perdiem	jours	14	150	2.100			
2.	<b>Frais des observateurs</b>					66.160	78%	
2.1.	Billets d'avion	coût moyen	44	1.200	52.800			
2.2.	Visas	coût moyen	10	60	600			
2.3.	Vaccinations		10	40	400			
2.4.	Transport au Burundi	coût moyen	44	100	4.400			
2.5.	Per diems jours d'observation	forfait	132	50	6.600			
2.6.	Unités tél. Mobile	carte	132	5	660			
2.7.	Multiplication rapport		100	7	700			
3.	<b>Formation observateurs</b>					6.390	8%	
3.1.	Billet d'avion formateur	billet	1	800	800			
3.2.	Honoraire formateur	HJ	4	300	1.200			
3.3.	Hôtel	nuitées	5	120	600			
3.4.	Matériel de formation	forfait	47	20	940			
3.5.	Repas de midi, café, thé		94	25	2.350			
3.6.	Location salle équipée	loyer par jour	2	250	500			
4.	<b>Réunion rôle diaspora</b>					2.650	3%	
4.1.	Location salle équipée	loyer par jour	1	250	250			
4.2.	Repas de midi, café, thé		80	20	1.600			
4.3.	Multiplication rapport		200	4	800			
5.	Imprévis 5%				4.035	4.035	5%	
<b>TOTAL FINANCEMENT EXTERIEUR</b>						84.735	84.735	100%

Valorisation des contributions des observateurs de la diaspora (ils éviteront de gonfler le budget en logeant chez leurs familles ou amis, et en se prenant en charge pour les repas, à l'exception des journées de formation et de concertation):

Poste budgétaire	unité	nombre	coût unitaire	Valeur totale
Frais de séjour + logement	Forfait 16 jours	44	150	105.600

CONTRIBUTIONS	Montant	%
FINANCEMENT EXTERIEUR	84.735	45%
VALORISATION CONTRIBUTION PROPRE	105.600	55%
TOTAL	190.335	100%

Le contenu et la raison d'être des postes budgétaires sont commentés dans le tableau suivant :

### Explication des postes budgétaires

	Poste budgétaire	Explication
1.	<b>Frais de coordination de la MODIABU</b>	Au sein du comité de suivi de la Conférence internationale de la diaspora burundaise, deux personnes ont été chargées de la préparation et la coordination de cette mission d'observation. Pour s'assurer d'une bonne intégration de la mission dans l'ensemble des activités d'observation électorale, et pour sensibiliser les acteurs nationaux à participer à la réunion de concertation prévue avec les membres de la diaspora qui participeront à la MODIABU, une visite préparatoire à Bujumbura est indispensable.
1.1.	Communication avec le Burundi	La communication avec le Burundi sera intense de novembre 2009 à septembre 2010. Un forfait de 100 € par mois pour toute cette période de 10 mois a été prévu.
1.2.	Billets d'avion coordination	Ces billets permettront aux coordinateurs de la MODIABU à se rendre à Bujumbura au moment le plus opportun
1.3.	Frais de séjour hôtel + per diem	Il est prévu que leur séjour durera 7 jours
2.	<b>Frais des observateurs</b>	
2.1.	Billets d'avion	Comme les observateurs sélectionnés viendront de différents continents, les prix d'un billet aller-retour à Bujumbura diffèrent considérablement. Avec un coût moyen de 1.200 €, toutes les variantes peuvent être couvertes.
2.2.	Visas	Certains membres de la diaspora ne disposant plus de la nationalité burundaise devront acheter un visa. Le budget prévoit 10 personnes dans ce cas.
2.3.	Vaccinations	Comme certains observateurs n'ont plus mis le pied sur le sol africain depuis plus de dix ans, certains d'entre eux auront besoin d'une vaccination contre la fièvre jaune. Le budget prévoit que 10 personnes seront dans ce cas-là.
2.4.	Transport au Burundi	Certains observateurs seront déployés à Bujumbura, d'autres, plus nombreux, se rendront à l'intérieur du pays. Comme les élections auront lieu sur deux jours, avec une intervalle de deux semaines, le budget prévoit un budget moyen de 50 € par jour par personne. Ces frais seront préfinancés par les observateurs et remboursés sur présentation de pièces justificatives.
2.5.	Per diems jours d'observation	Pour les jours d'observation, un per diem est prévu de 50 € par observateur. Comme le nombre de jours d'observation n'est pas encore connu avec certitude, le budget prévoit trois jours. Au cas où il n'y aura pas de deuxième tour pour les présidentielles, et/ou les élections présidentielles et les législatives sont combinées, le nombre de jours baissera.
2.6.	Unités tél. Mobile	Pendant les deux journées des élections, il est important de garder contact avec la coordination, quelle que soit le lieu de déploiement de l'observateur. Chacun sera dès lors muni de cartes d'unité pour leur téléphone cellulaire personnel, à raison de 5 € par jour d'élection par personne.

	Poste budgétaire	Explication
2.7.	Multiplication rapport	Le rapport sera publié et envoyé sous forme digitale. pour les interlocuteurs qui n'ont pas accès aux TIC, une version en papier sera préparée en 100 exemplaires, au coût de 7 € par exemplaire.
3.	<b>Formation observateurs</b>	Il est indispensable que les observateurs soient formés en techniques d'observation avant de se rendre sur leurs lieux d'observation. Pour réduire les frais (vu leurs résidences éparpillées dans le monde entier), cette formation sera donnée au début de leur séjour au Burundi. Il sera fait appel à des formateurs de la CENI, du réseau des OSC et un consultant de la CEDEAO spécialisé dans la matière. Les deux premiers seront pris en charge par leurs institutions respectives, le dernier est inclus dans le présent budget.
3.1.	Billet d'avion formateur externe	Le formateur est basé en Afrique de l'Ouest. Comme voyager en Afrique coûte cher, le coût de son déplacement est estimé à 800 €
3.2.	Honoraire formateur externe	La formation durera deux jours, mais le formateur rendra en tout 4 hommes-jour de services, y compris la préparation du matériel de formation et l'évaluation de la formation.
3.3.	Hôtel	Pour réaliser sa contribution de 4 HJ, le formateur passera 5 nuitées à Bujumbura.
3.4.	Matériel de formation	Le formateur produira une farde informative pour tous les observateurs, contenant entre autres des formulaires d'observation.
3.5.	Repas de midi, café, thé	Pour gagner du temps, le budget prévoit un repas de midi commun pour tous les observateurs et formateurs, préparé et servi dans le lieu de formation même, pour les deux jours de formation. Cela permettra également de négocier un tarif compétitif.
3.6.	Location salle équipée	Pour permettra aux formateurs de rendre un travail de qualité, une salle équipée avec projecteur lap-top, écran de projection et installation audio sera louée.
4.	<b>Réunion rôle diaspora</b>	
4.1.	Location salle équipée	Pour éviter que le projet de réunion sur le rôle de la diaspora dans la reconstruction et le développement du pays se heurte à la non-disponibilité d'une salle adéquate chez les partenaires nationaux, un montant pour la location est prévu dans le budget. Ceci n'empêche en rien qu'une salle sera d'abord sollicitée auprès des partenaires, comme contrepartie.
4.2.	Repas de midi, café, thé	Pour gagner du temps, le budget prévoit un repas de midi commun pour tous les observateurs et formateurs, préparé et servi dans le lieu de formation même, pour les deux jours de formation. Cela permettra également de négocier un tarif compétitif.
4.3.	Multiplication rapport	Le rapport sera publié et envoyé sous forme digitale. pour les interlocuteurs qui n'ont pas accès aux TIC, une version en papier sera préparée en 200 exemplaires, au coût de 4 € par exemplaire.
5.	<b>Imprévus</b>	Comme un projet de cette envergure et nature rencontrera inévitablement des dépenses imprévues, il est prudent de prévoir une marge de flexibilité de 5% sur le budget total. De toute façon, toute somme éventuellement non dépensée sera remboursée au bailleur de fonds.